

Brochure n° 3337

**Conventions collectives régionales**

**BÂTIMENT  
(CHAMPAGNE-ARDENNE)**

**Ouvriers**

IDCC : 2585. – **Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés**

IDCC : 2584. – **Entreprises occupant plus de 10 salariés**

■ *Journal officiel* du 4 novembre 2009

**Arrêté du 23 octobre 2009 portant extension d'accords conclus dans le cadre des conventions collectives de la région Champagne-Ardenne relatives aux ouvriers employés par les entreprises du bâtiment de visées et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié (entreprises occupant jusqu'à dix salariés et de plus de dix salariés) (n° 2585, n° 2584)**

NOR : MTST0925299A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et le ministre l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,  
Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 21 février 2007 portant extension de la convention collective de la région Champagne-Ardenne du 14 juin 2006 relative aux ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié (c'est-à-dire plus de dix salariés) et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2007 portant extension de la convention collective de la région Champagne-Ardenne du 14 juin 2006 relative aux ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'accord régional (Champagne-Ardenne) du 23 juin 2009 relatif aux indemnités et primes des ouvriers employés des entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés), conclu dans le cadre de la convention collective nationale sus-visée ;

Vu l'accord régional (Champagne-Ardenne) du 23 juin 2009 relatif aux indemnités et primes des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés), conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 11 septembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrêtent :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel de la convention collective de la région Champagne-Ardenne du 14 juin 2006 relative aux ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié (c'est-à-dire plus de dix salariés) telle qu'étendue par arrêté du 21 février 2007 et dans le champ professionnel de la convention collective de la région Champagne-Ardenne du 14 juin 2006 relative aux ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) telle qu'étendue par arrêté du 5 mars 2007, les dispositions de :

- l'accord du 23 juin 2009 relatif aux indemnités et primes des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'accord régional (Champagne-Ardenne) du 23 juin 2009 relatif aux indemnités et primes des ouvriers employés des entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

### **Article 3**

Le directeur général du travail au ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et le directeur des affaires financières, sociales et logistiques au ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 octobre 2009.

*Le ministre du travail, des relations sociales,  
de la famille, de la solidarité  
et de la ville,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Le ministre de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la pêche,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires financières,  
sociales et logistiques,*

F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/36, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.